

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 17295-2/4

portant envoi d'une instruction relative à l'organisation de garde-meubles de garnison.

Du 27 avril 1920

DIRECTION DU GÉNIE ; : *Bureau du Matériel.*

CIRCULAIRE N° 17295-2/4 portant envoi d'une instruction relative à l'organisation de garde-meubles de garnison.

Du 27 avril 1920

Pièce(s) Jointe(s) :

Annexe et modèle d'imprimé : Une instruction.

Modifié par :

1er modificatif du 5 avril 1948 (BO/G, p. 997) ;
2e modificatif du 17 février 1977 (BOC, p. 867) ;
3e modificatif du 29 décembre 1978 (BOC 1979, p. 2877).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 502.3.

Référence de publication : BO/G, p. 1557.

Le ministre de la guerre à MM. les généraux gouverneurs militaires de Paris, Lyon, Strasbourg, Metz ; les généraux commandant les corps d'armée ; le général commandant la division d'occupation de Tunisie.

L'usage des garde-meubles est susceptible d'atténuer, dans une certaine mesure, la crise des logements.

D'autre part, dans un grand nombre de villes de garnison, les entreprises privées de cette nature font défaut ou ne suffisent pas aux besoins.

En conséquence, j'ai décidé que, lorsque la nécessité en aura été dûment reconnue, et que les ressources du casernement le permettront, des garde-meubles, dits garde-meubles de garnison, pourront être organisés dans les bâtiments militaires pour être mis à la disposition des officiers et assimilés, ainsi que des sous-officiers mariés et des agents et employés civils des services militaires.

Vous trouverez, dans l'instruction jointe à la présente circulaire, toutes directives utiles au sujet de l'organisation et du fonctionnement de ces garde-meubles.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur l'intérêt qui s'attache à n'affecter à usage de garde-meubles que des locaux réellement disponibles et susceptibles de le demeurer pendant une longue durée ; ce serait, en effet, en raison du coût élevé des déménagements, causer un grave préjudice aux intéressés que de les obliger à évacuer les locaux considérés avant l'expiration de la période pendant laquelle ils auront été admis à les utiliser.

Vous voudrez bien me rendre compte, pour le 15 juin prochain, des dispositions qui auront été prises en exécution des prescriptions qui précèdent.

Pour le Ministre de la guerre et par délégation :

Le Secrétaire général,

DE BOYSSON.

INSTRUCTION AU SUJET DE L'ORGANISATION DE GARDE-MEUBLES DE GARNISON

Lorsque la nécessité en aura été reconnue et que les ressources du casernement le permettront, des garde-meubles de garnison, à l'usage exclusif des officiers, des fonctionnaires militaires, des sous-officiers mariés, ainsi que des agents et employés civils des services militaires (caserniers, etc...) pourront être organisés, dans les bâtiments des établissements relevant du service du casernement (*BOEM/G 51*).

Ces garde-meubles seront établis et fonctionneront dans les conditions fixées par la présente instruction.

Article premier **Conditions d'installation**

Les conditions d'installation de ces garde-meubles seront étudiées par les commissions de casernement intéressées, compte tenu des observations suivantes :

- a). Les locaux nécessaires ne pourront être recherchés que parmi ceux qui seront *réellement* disponibles et dont l'utilisation partielle ou totale comme garde-meubles ne présentera d'inconvénient d'aucune sorte ; d'autre part, le choix ne devra, en principe, s'exercer que sur des locaux non susceptibles d'être occupés à usage soit de chambre de troupe, soit de logement, ou encore de bureau (éclairage insuffisant, chauffage impossible, etc...) ;
- b). Toutefois, ces locaux devront remplir les conditions requises pour l'installation d'un garde-meubles (facilité d'accès et de surveillance, aire ou travure de résistance voulue, pièces sèches, suffisamment aérées et autant que possible à l'abri des rongeurs, protection efficace contre les vols et contre l'incendie).

La désignation des locaux à affecter à usage de garde-meubles sera prononcée par les gouverneurs militaires ou les généraux commandant les corps d'armée sur le vu des propositions présentées par les commissions de casernement ; compte rendu de cette affectation sera adressé au ministre sous le timbre de la 4^e direction.

Article 2 **Travaux d'entretien et d'aménagement**

(Nouvelle rédaction : 2^e mod.)

En règle générale, aucune charge ne devra être supportée par l'État du fait de l'affectation des locaux à usage de garde-meubles.

Toutefois, lorsque des travaux d'entretien (en cas notamment de dégradation du gros œuvre) ou d'aménagement pour mise en conformité (en matière d'installation électrique et de protection contre l'incendie) s'avèreraient nécessaires pour le maintien en condition des locaux, le service local du génie en établira la liste et la proposera au général commandant la région pour décision et imputation sur les crédits correspondant à la catégorie des travaux à réaliser.

En outre, et en application de l'instruction générale n° 3350/DEF/DCG/T/EG du 14 mai 1976 ⁽¹⁾ les locaux à usage de garde-meubles doivent être pourvus dans les mêmes conditions que celles du lieu auquel ils sont rattachés, de moyens de protection de première intervention. Ces moyens sont à inscrire sur le tableau de dotation (*TDMI*) de ce lieu codifié.

Article 3 **Conditions d'occupation**

L'occupation aura lieu à titre onéreux ou, exceptionnellement, à titre gratuit pour les personnels militaires ou civils ayant droit à la gratuité du logement.

A. OCCUPATION A TITRE ONÉREUX

Les locaux seront mis à la disposition des intéressés par voie de location.

Cette location pourra concerner soit une ou plusieurs pièces, *en totalité*, soit seulement un *emplacement déterminé d'un local*.

B. OCCUPATION A TITRE GRATUIT

Les locaux ou emplacements seront affectés aux intéressés par le commandant d'armes pour une durée fixée à l'avance. Les bénéficiaires seront tenus de souscrire, au préalable, un engagement relatif aux obligations édictées ci-après au sujet des modalités d'occupation desdits locaux ou emplacements.

Article 4

Mode de location

(Modifié : 3^e mod.)

La location sera sanctionnée par la voie d'une simple soumission que le service local du génie fera souscrire par l'occupant au moment du dépôt du mobilier au garde-meubles militaire. Cette soumission sera établie en quatre exemplaires, dont trois sur papier libre (un pour le directeur départemental des domaines, un pour le service local du génie, un pour l'occupant) et un sur papier timbré destiné au bureau des domaines chargé de la perception des redevances.

Les quatre exemplaires de cette soumission seront signés immédiatement par l'intéressé, et transmis par le service du génie au directeur départemental des domaines, qui arrêtera le montant de la redevance et donnera ensuite à chacun de ces exemplaires la destination prévue.

Il n'est pas prévu d'exemplaire pour les archives de la préfecture puisqu'il ne s'agit pas d'un véritable bail en forme.

Au moment de la signature de la soumission, l'occupant sera renseigné sur les conditions financières approximatives de l'occupation par le service local du génie auquel l'administration des domaines fera connaître périodiquement les bases de calcul de la redevance (redevance afférente à un mètre cube de mobilier stocké par exemple).

Le service des domaines pourra, éventuellement, en liaison avec le service du génie, visiter les garde-meubles, afin de se rendre compte du bon fonctionnement du système au point de vue domanial.

La soumission précisera les nom, prénoms, grade ou emploi et la nouvelle adresse de l'intéressé, contiendra une description sommaire du local ou emplacement occupés, indiquera le cubage du mobilier déposé ou la surface du local occupé et sera établie, compte tenu des dispositions spéciales stipulées ci-après et communes aux occupations de pièces complètes et à celles d'emplacements.

Le local ou l'emplacement est affecté à l'usage de garde-meubles pour le mobilier personnel du preneur ; il ne doit y être placé aucune denrée périssable ou inflammable.

Le versement des redevances, exigibles trimestriellement et d'avance est, pour la première fois, réclamé directement par l'inspecteur des domaines compétent à l'occupant, auquel il appartient pour les termes ultérieurs de s'acquitter spontanément au vu des indications données par cet agent (montant de la somme due, numéro du compte de chèques postaux...).

En cas de cessation de l'occupation en cours de trimestre, la redevance reste totalement exigible, à moins que l'occupant n'ait fait connaître avant la fin du trimestre précédent, par lettre recommandée, à l'inspecteur des domaines son intention de vider les lieux à la date qu'il précisera. L'enlèvement complet du mobilier ne pourra avoir lieu qu'autant que le locataire aura présenté le récépissé de versement des sommes dues par lui à cette date. En toute hypothèse le service du génie avise l'administration des domaines de la date à laquelle l'occupant a libéré le local.

Le preneur s'engagera, en outre, à aviser le commandant d'armes et le service local du génie de la garnison où se trouve le garde-meubles, de ses changements d'adresse.

La soumission contiendra, par ailleurs, les clauses spéciales relatives à l'assurance contre l'incendie, telles que déterminées dans l' instruction 5405 /DCG/D du 22 octobre 1962 (2).

La soumission devra, en outre, stipuler que l'État ne sera en aucune façon responsable du vol ou de la dépréciation des objets entreposés dans le garde-meubles.

A. CONDITIONS PARTICULIÈRES AU CAS DE L'OCCUPATION D'UN OU DE PLUSIEURS LOCAUX COMPLETS.

L'occupant pourra, s'il le désire, faire placer un cadenas ou une serrure de sûreté à la ou aux portes d'accès au local ; cette opération sera à sa charge.

Il aura libre accès au local occupé ; toutefois, par mesure de précaution, il sera tenu de se faire reconnaître par le service chargé de la surveillance du garde-meubles, en présentant, à chaque requête, le permis qui lui aura été délivré conformément à l'article 7 du cahier des clauses et conditions générales du 3 mars 1948. Il pourra également faire visiter son garde-meubles par des tiers, ceux-ci devront alors être porteurs soit du permis ci-dessus, soit d'un permis personnel qui leur sera délivré sur la demande de l'intéressé.

B. CONDITIONS PARTICULIÈRES AU CAS DE L'OCCUPATION D'UN EMPLACEMENT.

L'intéressé choisira, d'accord avec le représentant du commandant d'armes, parmi les emplacements disponibles, celui qu'il désirera utiliser pour y déposer son mobilier.

L'occupant ou son représentant n'auront pas le libre accès du local. Ils ne pourront y pénétrer qu'après autorisation du commandant d'armes et, si ce dernier le juge utile, seulement en présence d'une personne désignée par lui.

Une liste sommaire des objets déposés sera remise au commandant d'armes, et les objets eux-mêmes seront étiquetés, numérotés et lotis convenablement par les soins de l'intéressé.

Aucun matériel ne pourra être enlevé du garde-meubles que sur présentation d'une demande, signée de l'occupant et visée par le commandant d'armes ; l'enlèvement ne pourra avoir lieu qu'en présence d'un représentant de ce dernier.

Article 5

Conditions concernant l'occupation gratuite

L'emplacement ou, le cas échéant, le ou les locaux à occuper seront désignés à l'intéressé par le commandant d'armes.

Les modalités de jouissance sont, dans leur ensemble, les mêmes que celles définies ci-dessus pour les *emplacements*, étant entendu que la soumission de location sera remplacée par une déclaration par laquelle le bénéficiaire devra s'engager à enlever son mobilier à l'expiration de la période pendant laquelle il aura été autorisé à utiliser le garde-meubles et à observer strictement les obligations imposées par la présente instruction, notamment celles visées à l'article 4 concernant les cas d'incendie ou de vol et de dépréciation des objets entreposés.

Par ailleurs, la déclaration devra également spécifier que les dégradations, qui pourraient être causées aux locaux, du fait de l'intéressé, seront réparées aux frais de ce dernier.

Cette déclaration sera faite sur papier timbré et enregistrée, les frais étant à la charge du bénéficiaire.

Elle sera conservée par le service local du génie qui en remettra une copie au commandant d'armes.

Article 6

Attributions du commandant d'armes

Au point de vue du fonctionnement et de la surveillance, le garde-meubles de garnison relèvera du commandant d'armes qui prendra, à ce sujet, les mesures qu'il jugera opportunes, en tenant compte des directives et prescriptions contenues dans la présente instruction.

Les demandes d'utilisation du garde-meubles seront adressées au commandant d'armes.

Au reçu de chaque demande, ce dernier fera examiner par le représentant qu'il aura chargé de la direction du garde-meubles et, en tant que de besoin, par le service local du génie, quels sont les locaux ou emplacements susceptibles d'être affectés au demandeur ; sur le vu de ces renseignements, il désignera les locaux ou l'emplacement à attribuer, compte tenu :

- d'une part, des dispositions spéciales édictées ci-dessus pour chacun des modes d'occupation prévus ;
- d'autre part, des prescriptions contenues dans l'alinéa ci-après.

La priorité sera donnée aux demandeurs les plus chargés de famille et, à charges égales, à l'intéressé percevant la solde ou le traitement le moins élevé (indemnités comprises).

Après avoir désigné les locaux ou emplacements, le commandant d'armes en avisera le service local du génie qui provoquera la passation de la soumission ou fera souscrire à l'intéressé la déclaration prévue pour le cas de l'occupation gratuite.

Dans le cas où, postérieurement à l'étude générale d'organisation des garde-meubles de garnison, l'opportunité de l'installation d'un garde-meubles viendrait à être constatée, il appartiendra au commandant d'armes de provoquer la réunion de la commission de casernement en vue de l'étude de la question, dans les conditions fixées par l'article 1^{er} de la présente instruction.

Il en sera de même si l'extension d'un garde-meubles existant est reconnue nécessaire.

Article 7

Attributions du service local du génie

Le service local du génie sera chargé de poursuivre la procédure d'occupation et d'établir les déclarations à souscrire par les intéressés en cas d'occupation gratuite.

Il sera, en outre, le conseiller technique du commandant d'armes pour toutes les questions se rattachant à l'organisation et au fonctionnement des garde-meubles.

Les directeurs du génie approuveront, au nom du ministre, les baux de location à intervenir.

Article 8

Transport et manutention du mobilier

Le transport dans la place, ainsi que le lotissement ou l'enlèvement du mobilier, seront effectués par les soins de l'intéressé et à ses frais.

Toutefois, et à titre tout à fait exceptionnel, si les moyens de transport civils sont rares ou font défaut, le commandant d'armes pourra mettre à la disposition de l'intéressé les moyens de transport nécessaires, sous réserve cependant qu'il n'en résultera pas d'inconvénients dans le service et, s'il s'agit de moyens de transport automobiles, aux conditions fixées par les prescriptions réglementaires en vigueur.

Article 9

Bénéficiaires

Pourront bénéficier des présentes dispositions les officiers, les officiers d'administration et assimilés, ainsi que les sous-officiers mariés de l'armée active et les employés ou agents civils des services militaires.

(1) BOC, p. 1587 ; abrogée en dernier lieu par l' instruction 3352 /DEF/DCG/T/EJTA du 06 décembre 1994 (BOC, 1995, p. 2123).

(2) BO/G, p. 5227 ; BO/A, 1963, p. 1892.